



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

MARCHE DE TRAVAUX

ACTE D'ENGAGEMENT - CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES n° 2025-SDIT-DRTR-01

Objet du marché

Fourniture et pose de clôtures et portails sur l'aire de contrôle de Benesse Maremne (40)

Marché de travaux passé en application des articles L.2123-1 et
R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

**L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur le :
(à renseigner par le candidat : date de remise de l'offre)**

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS

1.1 L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, de Nouvelle-Aquitaine.

1.2 Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Monsieur le Préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine par décret du 11 janvier 2023

1.3 Comptable public assignataire

Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques de Haute -Vienne
Service Dépenses
31 rue Montmailler
87000 Limoges

1.4 Titulaire

Dans le cas d'un groupement solidaire, le paiement sera effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire en application de l'article 10.7.2 CCAG.

Je sousigné

Nom et prénom :

☐ **Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :**

Domicilié à :

Tel. :

Fax :

Courriel :

☐ **Agissant pour le nom et le compte de la Société :** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège
à :

--

Tel. :

--

Fax :

--

Courriel :

--

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers **ou** ☐ au registre du commerce et des sociétés :

--

☐ Nous soussignés,

Cotraitant 1																
Nom et prénom :	<input type="text"/>															
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :																
<input type="text"/>																
Domicilié à :	<input type="text"/>															
Tel. :	<input type="text"/>															
Fax :	<input type="text"/>															
Courriel :	<input type="text"/>															
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)																
<input type="text"/>																
Au capital de :	<input type="text"/>															
Ayant son siège à :	<input type="text"/>															
Tel. :	<input type="text"/>															
Fax :	<input type="text"/>															
Courriel :	<input type="text"/>															
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<table border="1"><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>															
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>															

Cotraitant 2

Nom et prénom :

☐ Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

Tel. :

Fax :

Courriel :

☐ Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège
à :

Tel. :

Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers ou ☐ au registre du commerce et des sociétés :

Cotraitant 3

Nom et prénom :

☐ Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

Tel. :

Fax :

Courriel :

☐ Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège
à :

Tel. :

Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers ou ☐ au registre du commerce et des sociétés :

Le signataire, le mandataire, les membres du groupement (compléter un tableau par cocontractant) :

Compte ouvert au nom de :

Domiciliation :

Code banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Joindre autant de RIB (relevé d'identité bancaire) , que de comptes à créditer.

En cas de groupement préciser la nature du groupement :

- groupement solidaire ☐

- groupement conjoint ☐

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

Mon offre m' (nous) engage pour une durée de **90** jours à compter de la date limite de remise des offres.

Je (nous) m'engage (nous engageons), conformément aux clauses du présent document, à exécuter les prestations objet du présent marché aux conditions stipulées aux articles suivants.

Je (nous) m'engage (nous engageons) sans réserve à produire les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à 12 du CCP.

Dans le cas d'un groupement conjoint les prestations de chaque co-traitant sont réparties par nature des prestations et leurs montants respectifs.

Dans le cas d'un groupement conjoint, les prestations de chaque co-contractant sont réparties par nature des prestations et leurs montants respectifs dans l'annexe du présent document.

Article 2 - OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché a pour objet:

La fourniture et pose de clôtures et portails sur l'aire de contrôle de Benesse Maremne (40)

Les prestations comprennent la préparation et les études d'exécution, l'installation et la signalisation de chantier, l'abattage d'un arbre, la fourniture et pose de deux grands portails autoportants d'une hauteur de 1,80m, et la fourniture et pose d'une clôture grillagée d'une hauteur de 2m sur 60m.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- le présent document valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières (AE-CCAP), et ses éventuelles annexes,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le Bordereau des Prix (BP),
- Le Détail Estimatif (DE),
- le plan (PLAN)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Article 3 - MONTANT DU MARCHÉ

Montant du marché

Montant HT

TVA20..%

Montant TTC

le montant en euros TTC du marché est arrêté à la somme de (en lettres)

.....
L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 4 - EXECUTION DU MARCHÉ

4.1 Contenu des prestations

Les prestations à réaliser sont précisées au CCTP .

4.2 Délai d'exécution du marché

4.2.1 Période de préparation

Le délai de la période de préparation part de la date de notification du présent marché. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, ce délai est fixé à 1 mois. Ce délai est inclus dans le délai d'exécution des travaux. Les tâches préparatoires détaillés dans le CCTP consistent en l'étude et la mise au point des prestations, ainsi que les installations de chantier s'il y a lieu.

4.2.2 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux part de la date de notification du présent marché.

Il est fixé à 6 mois.

En application du 3ème alinea de l'article 28.1 du CCAG, le démarrage des travaux ne pourront intervenir que lorsque les tâches préparatoires seront achevées.

4.3 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Aire de contrôle de Benesse-Maremne (RD810)

4.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

4.4.1 Installation des chantiers de l'entreprise:

Les modalités de vie sur le chantier sont de la responsabilité du titulaire. Elles doivent garantir la sécurité et l'hygiène du personnel.

Eles sont finalisées lors de la période de préparation sous la forme d'une note hyginène et sécurité qui prévoit a minima :

- les modalités d'accès et de gestion (ouverture, fermeture, mise en sécurité) de l'aire de contrôle pendant les travaux;
- la mise à disposition, l'entretien et la gestion des vestiaires et sanitaires (douches et WC) du personnel, et

si besoin leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement ;

Les conditions d'hébergement et de restauration sont laissées à l'initiative de l'entreprise.

4.4.2 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Les travaux ne génèrent pas de coactivité et ne sont donc pas soumis aux dispositions du code du travail pour ce qui concerne la coordination Sécurité et Protection de la Santé.

L'entreprise n'en reste pas moins soumise aux autres dispositions du code du travail, notamment celle relatives à l'hygiène, la sécurité et les conditions du travail.

Article 5 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

5.1 Descriptions et réalisation des prestations

Les prestations sont détaillées dans le CCTP.

5.2 Identification des intervenants

Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'oeuvre

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sont communément représentés, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le Responsable du Département Régulation des Transports Routiers (ou son représentant)
Service Déplacements Infrastructures et Transports
Direction Régionale Environnement Aménagement Logement Nouvelle-Aquitaine

Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé des Travailleurs

Sans objet

Exploitant de la Route départementale n°810

Le gestionnaire de la RD810 est représenté par :

Le chef de l'unité territoriale départementale de Soustons (ou son représentant)
Département des Landes

5.3 Réception des travaux

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation à l'article 41 du CCAG, les opérations préalables à la réception des travaux seront réalisées par le maître d'ouvrage en présence de son assistant technique. Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, le délai maximal dans lequel le maître d'ouvrage procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date de réception de l'avis mentionné à l'article 41.1 du CCAG ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'ouvrage n'a pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

5.4 Clauses environnementales

Le candidat devra avoir pour objectif majeur, lors de toutes les phases de travaux, de supprimer tout risque de pollution du site et de préserver les abords du chantier dans leur état naturel.

5.5 Notifications

Tout au long de l'exécution des prestations, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations au titulaire, par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE.

Ces envois seront horodatés et permettront d'accuser réception des envois dématérialisés.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage.

Lors de la transmission du message par le maître d'ouvrage, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au titulaire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les cinq (5) jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

5.6 Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

Article 6 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalités.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dûes.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt des pénalités de 200 € par jour de retard.

Article 7 - REGIME FINANCIER

7.1 Avances

Le taux de l'avance est de 30 %

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 à 12 du CCP.

Entreprise unique

Le titulaire désigné ci-devant :

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Groupement solidaire

Les membres du groupement désignés ci-devant :

- ☐ refusent de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refusent pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Groupement conjoint

Co-traitant 1 :

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Co-traitant 2

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Co-traitant 3

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

7.2 Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 7.2.1 et 7.2.3.

7.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 du présent acte d'engagement - CCP. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

7.2.2 Choix des index de référence

Les index de référence I choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
TP13a	Charpentes et ouvrages d'art métalliques

Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP. Ils sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
TP13a	01 à 04

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, autres que de dédit ou d'attente.

Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index défini dans le tableau ci-dessus.

7.3 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

7.3 Modalités de facturation

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le délai global de paiement de la facture est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7.4 Nantissement et cession du marché

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues à l'article R.2191-45 à 62 du CCP. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public.

Article 8 - DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

8.2 Sous traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance **totale** des prestations est interdite.

8.3 Assurances

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres

intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

8.4 Résiliation

Les stipulations du CCAG sont applicables.

Article 9 - DEROGATIONS

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG

L'article 4.2.1 déroge à l'article 28.1 du CCAG

L'article 5.3 déroge aux articles 41, 41.1, 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG

L'article 5.5 déroge à l'article 3.2.1 du CCAG

L'article 6 déroge aux articles 19.2.1 et 19.2.3 du CCAG

Article 10 - SIGNATURES

A
Le

A
Le

signature du titulaire

signature du représentant
du pouvoir adjudicateur

Annexe à l'AE-CCAP:
Ventilation des prestations exécutées par chacun des cotraitants et leurs rémunérations correspondantes

Mandataire	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations
co_traitant 1	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations
Co-traitant 2	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations
Co-traitant 3	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations